

L'épouse de Bernard Grandmaître est décédée

CAROLINE BARRIÈRE

cbarriere@ledroit.com

L'épouse du politicien bien connu Bernard Grandmaître, Mariette, est décédée le 30 décembre dernier à la suite d'une fulgurante maladie.

Elle a été un véritable modèle pour Ginette Gratton, animatrice à TV Rogers. «Elle m'a enseigné à l'école Baribeau à Vanier. Je l'admirais tellement que je disais souvent que je voulais être comme Mariette quand je serais grande. Elle a été une grande source d'inspiration dans ma vie», a-t-elle dit avec nostalgie.

Ginette Gratton a vanté sa capacité à être présente et à l'écoute des autres. «Elle accep-

taît très sereinement son rôle de femme de maire et de femme de ministre. Elle parlait sans préention aux gens qu'elle rencontrait. Elle était une mère qui s'occupait des autres et qui était soucieuse de leur bonheur et de leur bien-être», a-t-elle ajouté.

Outre son mari Bernard, elle laisse dans le deuil leurs fils Denis et Marc ainsi que plusieurs petits-enfants.

Les personnes qui voudront lui rendre hommage pourront se présenter à la Maison funéraire Racine, Robert et Gauthier (180, chemin Montréal à Ottawa) le vendredi 9 janvier de 19 h à 22 h. Le service funéraire aura lieu le lendemain à 10h30 en l'Église Notre-Dame-de-Lourdes dans le secteur Vanier.

VIE COMMUNAUTAIRE

P' examen 19 décembre

Deuxième défi Techno-Minto



Six écoles ont pris part à la deuxième édition du défi Techno-Minto, qui se déroulait vendredi dernier, au Centre professionnel et technique Minto. Les élèves ont reçu une courte formation en construction, électricité et mécanique et devaient ensuite construire une voiture de style boîte à savon. Les voitures étaient évaluées sur le respect des critères d'assemblages, sur la créativité, la sécurité, sur le travail d'équipe ainsi que sur la vitesse. Une course a eu lieu à la fin de la journée. C'est le centre scolaire catholique Jeanne-Lajoie a remporté le défi.

Photo : Gracieuseté du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est.

LE COLLÈGE CATHOLIQUE SAMUEL-GENEST À CHAMPIGON

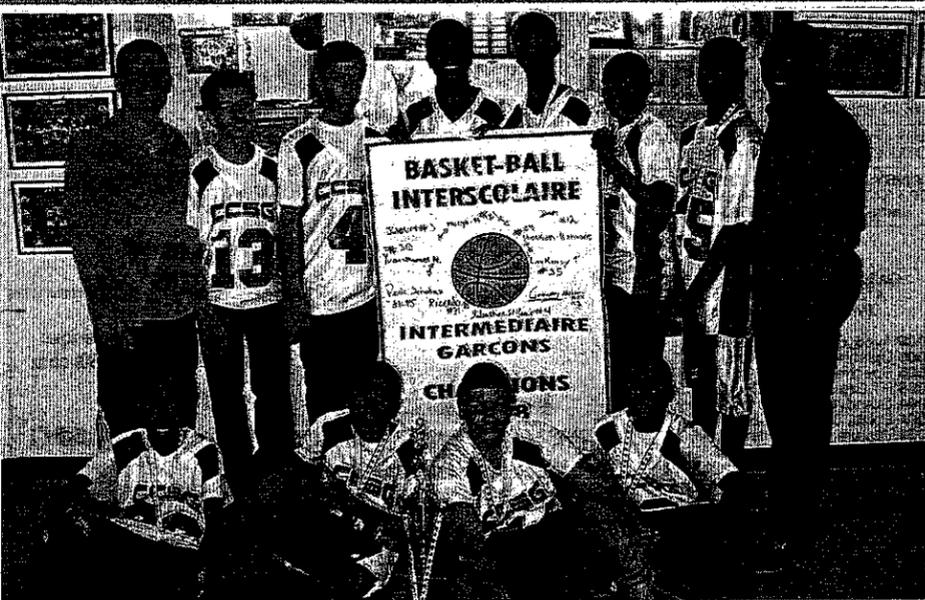


PHOTO DE COURTOISIE

L'équipe masculine de basketball de 7^e et 8^e année du Collège catholique Samuel-Genest a récemment remporté le championnat de l'Association sportive des écoles intermédiaires d'Ottawa grâce à une victoire de 28-11 aux dépens du Collège catholique Franco-Ouest. Les joueurs et entraîneurs de l'équipe posent fièrement avec leur bannière du championnat.

Le Droit 22 décembre

En attendant la fin de la grève

Le CÉPEO met en place un service de navettes



JEAN-FRANÇOIS
DUGAS

jdugas@ledroit.com
correspondant régional
est-ontarien

Malgré la grève chez OC Transpo, les élèves du Conseil des écoles publiques de l'est de l'Ontario (CÉPEO) pourront avoir recours à un service de transport scolaire dès aujourd'hui pour se rendre en classe.

La signature d'une entente avant les Fêtes avec le Syndicat uni des travailleurs (STU), qui représente les grévistes d'OC Transpo, fait en sorte que le CÉPEO pourra conduire à bon port, matin et soir, quelque 3000 élèves.

Pour se faire, les élèves devront

se rendre à des points d'embarquement spécifiques. La liste de chaque arrêt peut être consultée sur le site du conseil scolaire au www.cepeo.on.ca. Une lettre a aussi été envoyée à tous les parents concernés.

Le service de navettes permettra l'arrivée des élèves aux écoles avant 10 h. Ils quitteront ensuite leur institution à 16 h 30. La direction a décidé de ne pas changer les heures d'ouverture et de fermeture des écoles concernées, tel qui était prévu initialement.

«La raison est bien simple. Les deux conseils scolaires anglophones adjacents (des partenaires d'occasion) ont décidé de ne pas changer leurs heures durant les Fêtes. Auparavant les trois conseils avaient tous donné

leur accord à un tel changement», précise François Benoit, directeur de l'éducation au CÉPEO.

Les élèves qui arriveront à l'école via le nouveau service de transport ne seront pas pénalisés, assure-t-il. Leur retard sera automatiquement justifié par le conseil.

Par ailleurs, aucun changement ne sera apporté à l'horaire des élèves inscrits dans les classes distinctes (enfance en difficulté) qui voyagent par taxi.

Plan avorté au début du conflit

Le CÉPEO pensait pouvoir mettre de l'avant son plan de contingence dès les premiers jours de la grève d'OC Transpo.

Toutefois, les dirigeants avaient

avorté leur initiative — pour des raisons de sécurité — à la suite du refus du STU d'offrir des garanties assurant que leurs membres n'entraveraient pas le travail des conducteurs d'autobus scolaires appelés en relève. Les élèves avaient dû se rendre à leur école par leurs propres moyens.

M. Benoit attend avec grand intérêt la réponse des employés d'OC Transpo qui doivent se prononcer sur une nouvelle offre de la Ville d'Ottawa d'ici dimanche. Il est prêt à offrir un service de transport scolaire temporaire pour la durée de l'arrêt de travail.

«Il est impossible de savoir quand le conflit sera réglé. Entre-temps, il faut s'assurer que des services sont offerts aux élèves.»

Pour prévenir les comportements voyous et l'intimidation

Des caméras de surveillance dans les autobus

EDMONTON — Un nombre grandissant de commissions scolaires au pays installent des caméras de surveillance vidéo à bord des autobus scolaires.

Les autorités scolaires justifient cette mesure en disant qu'elle contribue, notamment, à prévenir les comportements voyous et l'intimidation chez les écoliers.

Tout récemment, la commission scolaire Pembina Trails de Winnipeg, au Manitoba, a décidé à son tour de poser des caméras de surveillance dans tous ses autobus, après qu'un chauffeur âgé de 65 ans ait été accusé d'avoir agressé, sexuellement une écolière.

Mais des experts soutiennent que ces caméras ne constituent pas nécessairement une protection contre les écarts de conduite, et qu'elles ont le potentiel de porter atteinte à la vie privée.

L'utilisation de caméras de surveillance par les commissions scolaires remonte, dans certains cas, à une quinzaine d'années.

L'Ontario a aussi des caméras

En Ontario, on les utilise, non pas tant pour surveiller les conducteurs que pour inciter les jeunes à agir de manière responsable, affirme Dave Carroll, consultant auprès de l'association ontarienne des autobus scolaires.

« Certaines commissions scolaires placent même de fausses caméras, munies d'un voyant lumineux rouge, pour leurrer les écoliers », dit-il.

Le service de transport d'écoliers qui dessert plusieurs commissions scolaires du centre de la province procède régulièrement à la rotation de quelque 25 caméras à bord de ses 650 autobus.

De même, les autobus de certaines grandes villes sont équipés de caméras vidéo pour, espère-t-on, protéger les conducteurs et les usagers contre la violence, et les véhicules contre le vandalisme.

La société de transport de Toronto a entrepris d'équiper ses autobus de caméras à la suite de l'agression dont a été victime un de ses chauffeurs, note M. Carroll. Winnipeg appliquera une mesure semblable en 2009.

Atteinte à la vie privée

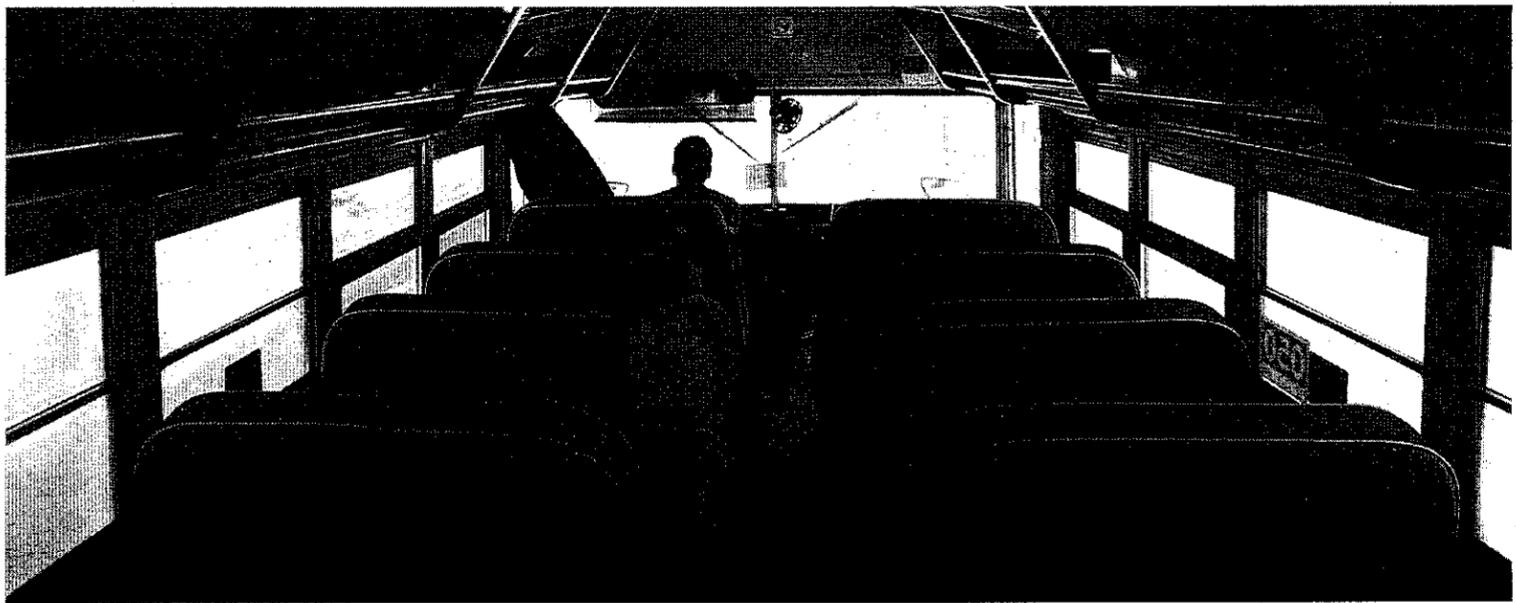
Mais Brian Edy, un avocat de Calgary, ancien président de l'association albertaine des libertés civiles, estime qu'il y a toujours un risque d'atteinte à la vie privée quand des personnes sont filmées sans leur consentement.

M. Edy plaide la prudence dans l'utilisation des caméras de surveillance.

Selon lui, des parents se demanderont peut-être qui aura accès aux enregistrements vidéo.

L'utilisation de telles caméras n'accroît pas toujours la sécurité et peut nous inciter à renoncer à une partie de notre vie privée contre une mesure qui, malheureusement, n'est pas nécessairement dissuasive, prévient-il.

LA PRESSE CANADIENNE



De plus en plus de commissions scolaires installent des caméras de surveillance vidéo dans les autobus d'écoliers pour prévenir l'intimidation, le vandalisme et certains comportements. ARCHIVES, La Presse

GM Optimum
Canada VÉHICULES USAGÉS

LIQUIDATION 2008

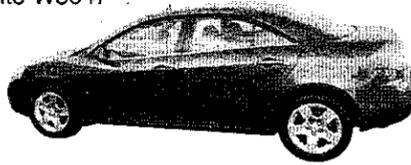
Unité W3571



COBALT COUPE 2008
23 600 km

10 995\$[†] ou 85\$*

Unité W3647



PONTIAC G6 2008
36 434 km

12 995\$[†] ou 99\$*

Unité W3645



GRAND PRIX 2008
38 832 km

13 995\$[†] ou 107\$*

Unité W3646



CHEV. IMPALA 2008
36 500 km

14 995\$[†] ou 115\$*

Unité W3649



BUICK ALLURE CX 2008
38 096 km

14 995\$[†] ou 115\$*

Unité W3625



UPLANDER ALLONGÉ 2008
38 671 km

15 995\$[†] ou 115\$*

Unité W3633



TRAILBLAZER 4WD LT 2008
38 520 km

22 995\$[†] ou 174\$*

Unité W3653



CADILLAC SRX « AWD » 2008
37 702 km

34 995\$[†] ou 264\$*

Unité W3599



GMC SIERRA CREW CAB DIESEL
4X4 2008 17 505 km

42 995\$[†] ou 323\$*

- Garantie du manufacturier
- Inspection en 150 points

- 30 jrs/2 500 km, privilège d'échange sans tracas
- Assistance routière 24 heures

Boulevard 819 777-2731

Cadillac Chevrolet

950, boul. St-Joseph, Gatineau (secteur Hull)

* Financement 84 mois selon le modèle, versements 182 paiements aux 2 semaines + taxes. Taux de 8,9 %, 0 comptant. † Plus taxes et immatriculation en sus.



cyberpresse.ca

Publié le 05 janvier 2009 à 21h46 | Mis à jour le 05 janvier 2009 à 21h48

Conflit de travail à OC Transpo

Les syndiqués n'abandonneront pas



Martin Roy, LeDroit



Caroline Barrière
Le Droit

Les syndiqués d'OC Transpo qui sont en grève depuis le 10 décembre n'ont pas l'intention de baisser les bras et d'abandonner la lutte qui les oppose à la Ville d'Ottawa.

La majorité des grévistes rencontrés hier ont affirmé qu'ils voteraient contre les dernières offres patronales à la suite d'une réunion d'information organisée par le syndicat.

Le vote a été ordonné par la ministre fédérale du Travail, Rona Ambrose, et doit se tenir jeudi. Il sera supervisé par le Conseil canadien des relations industrielles qui étudie également la question

des services essentiels qui pourraient être offerts à la population depuis qu'elle est privée de transport en commun.

Les militants étaient gonflés à bloc après leur rencontre avec leurs dirigeants syndicaux. Environ 1700 chauffeurs, mécaniciens et répartiteurs ont répondu à l'appel sur les 2300 grévistes.

Certains ont scandé « non, non, non » en faisant référence à l'offre de la Ville lorsqu'ils sont sortis de la séance.

Plusieurs n'ont pas hésité à dénoncer l'attitude du maire d'Ottawa, Larry O'Brien, du patron d'OC Transpo, Alain Mercier, et des conseillers municipaux.

Ils les ont accusés d'avoir planifié le conflit de travail qui leur permet d'économiser 3 millions \$ par semaine en laissant les autobus stationnés dans les garages de la ville.

Le syndicat convaincu du rejet

Randy Graham, vice-président international du Syndicat uni du transport (SUT) et André Cornellier, président de la section locale 279 du SUT ont répété qu'ils étaient convaincus du rejet des dernières offres, qui sont semblables à celles qui avaient déjà été refusées à 98 %.

« Nous ne sommes pas à Las Vegas et on ne va pas se mettre à parier sur le prochain pourcentage », a déclaré Randy Graham.

Il a ajouté qu'Ottawa aurait dû s'asseoir plus tôt pour tenter d'en arriver à une solution négociée. Il a confirmé que la grève ? la plus longue de l'histoire d'OC Transpo ? durerait aussi longtemps qu'il le faudrait pour en arriver à un règlement qui soit acceptable pour ses troupes.

André Cornellier s'est indigné de l'offre proposée à ses membres. « Inacceptable n'est pas assez fort. »

Il a dit croire que la Ville demandera probablement la reprise des discussions après le résultat du vote.

Les horaires au coeur du conflit

La question de la gestion des horaires de travail est au coeur du litige.

La Ville veut en reprendre la gestion, alors que les syndiqués tiennent à la conserver puisque les chauffeurs peuvent choisir leurs quarts de travail en fonction de l'ancienneté.

Selon ces derniers, elle leur permet de planifier leur vie, puisqu'ils affirment que les horaires brisés les empêchent de voir leurs enfants.

« On a actuellement la liberté de choisir nos horaires et si on accepte la demande la Ville, on va devoir prendre ce qu'ils nous donnent. »

D'autres grévistes ont répété que la Ville souhaitait aussi éliminer les emplois à temps plein, afin de réduire ses coûts.

Un employé d'OC Transpo n'a pas hésité à brûler les documents qui lui avaient été remis afin de montrer son dégoût face aux offres patronales.

Dossier « mal mené »

Les voix discordantes étaient très rares parmi les grévistes rencontrés dehors.

Michael Samson, chauffeur depuis neuf ans, a déploré l'ampleur du conflit qui aurait pu être réglé depuis longtemps à son avis.

« Pourquoi certains disent que la Ville nous cache des choses quand tout est sur le site Internet d'Ottawa. Le syndicat aurait pu nous présenter cette offre rapidement. On aurait pu faire appel à un arbitre au lieu de se tourner les pouces. Je ne crois plus personne. Le dossier n'a pas été bien mené », a-t-il dit lors d'un échange avec Frank Fata qui n'était pas du même avis.

« Si la Ville nous force à accepter ces nouveaux horaires, je vais me trouver un autre travail », a affirmé ce chauffeur possédant 15 ans d'expérience.

Le conseil municipal doit se réunir aujourd'hui, lors d'une réunion extraordinaire, afin d'étudier les questions liées à la grève.

School tries to prevent spread of whooping cough

Posted By DEANNA CLARK, SUN MEDIA

Posted 2 hours ago

Health officials asking for vaccination records greeted Sweets Corners Public School students yesterday morning after one child came down with whooping cough during the holidays.

Parents and students of the school were notified by letter to bring proof of immunization as they came back yesterday from Christmas break.

The Leeds, Grenville and Lanark District Health Unit said those who couldn't provide proof had to stay home yesterday, which marked the end of the incubation period from the one confirmed case of the highly contagious airborne disease.

"It's going very, very well," said Jan Haskin, the school's office administrator. "We've had a lot of children come in with their immunization [records]."

Haskin said attendance was about normal.

About 255 students attend the school.

"The spirit of co-operation has been great. The health unit has done a phenomenal job [notifying families]," Haskin said.

Upper Canada District School Board superintendent Linda Lumsden was at the school yesterday morning. She said the health unit work hard over the holidays to determine who was not immunized.

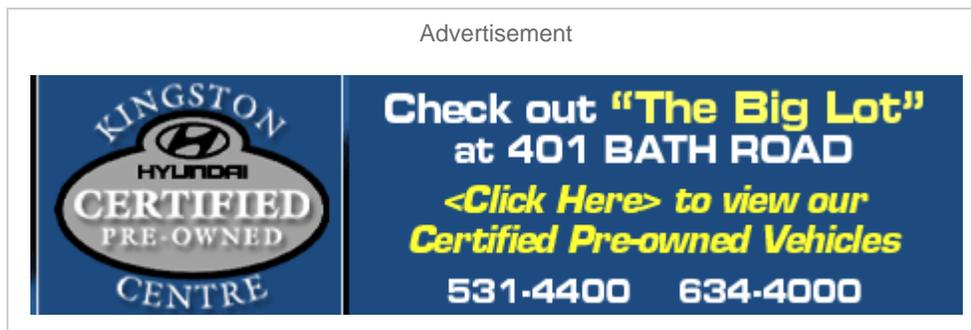
"Their thought is they may run a clinic here [today] for those who aren't immunized if the numbers warrant it," Lumsden said.

Compiling attendance records took more time than usual as school staff and health officials worked to photocopy and confirm forms. Students who arrived for school without immunization records were sent home.

If the family was not able to pick them up, they were placed in an isolated classroom.

[Continued After Advertisement Below](#)

Advertisement



KINGSTON
HYUNDAI
CERTIFIED
PRE-OWNED
CENTRE

Check out "The Big Lot"
at 401 BATH ROAD
<Click Here> to view our
Certified Pre-owned Vehicles
531-4400 634-4000

The board said it continues to work closely with the health unit to limit the chances of students who attend the school from contracting whooping cough, or pertussis. The health unit sent consent forms home with students today with the intent of having immunizations conducted today.

Before the Christmas break, it was believed one student may have contracted the disease. The health unit sent a letter home to the parents and guardians of students to alert them to symptoms of whooping cough.

It was later confirmed that one student had contracted a bacterial form of whooping cough. The virus is spread through mucous and saliva.

School board staff ensured all surfaces were disinfected before students arrived yesterday. The school board also used a different school bus than the one that carried the student with whooping cough before the holidays.

Whooping cough usually begins with a runny nose and a cough. The cough becomes more frequent and severe and may end in gagging, vomiting or with the patient having trouble breathing.

Sometimes during a coughing attack, the child may give a loud "whoop" when breathing in. The whooping symptom does not always occur.

Recovery in children can take between six and 10 weeks. The disease is most severe in infants.

Pertussis spreads easily, through the air on droplets when a person coughs. People with pertussis can spread germs from the time they have the first symptoms until three weeks after the coughing attacks start. This infectious period can be reduced to five days with antibiotic treatment.

It takes between six and 20 days to develop pertussis after coming in contact with someone who has it.

Parents should check their child's immunization record to see if the diphtheria, pertussis, tetanus, polio and haemophilus immunization is up to date. This vaccine is given at two, four, six and 18 months and then again between the ages four and six. It is not given to children over the age of seven.

-Brockville Recorder and Times

Article ID# 1374159

Share: [Facebook](#) | [Google](#) | [Delicious](#) | [Digg](#) | [Furl](#) | [Mixx](#) | [Linked In](#)



Comments on this Article. You are currently not logged in

Discuss this Article

You are currently not signed in. [Sign-In](#) | [Join](#).

Submit

Topic guidelines: We welcome your thoughts, stories and information related to this article. Please stay on topic and be respectful of others. Keep the conversation appropriate for interested readers.

Local News Articles:

- [City Sunset](#)

CANADA

Decline of children creates waves from education to marketing

As the under-15 crowd dwindles in number, schools and businesses need to take a new approach in how they market themselves, writes **SHANNON PROUDFOOT.**

An unprecedented decline in the number of children in Canada is creating ripples from toy store aisles to school hallways and hockey arenas, forcing a new approach to a shrinking child population.

"I often say what happened to elementary schools yesterday happens to high schools today and happens to college and university enrolments tomorrow," says David Foot, a University of Toronto economist and author of *Boom, Bust & Echo*. "It doesn't mean there's no market there, but it's not a growth market, so if you're going to enter that market you've got to have very realistic assumptions."

Canada's under-15 population fell by almost 146,000 or 2.5 per cent between 2001 and 2006, the latest census figures show, and is now sitting at 5.6 million.

Just after the height of the baby boom in 1961, more than one-third of the Canadian population (34 per cent) was under 15 years old, but by 2006, declining birth rates meant less than 18 per cent fit into that youthful age group. Statistics Canada projects the 65-plus population could outnumber children within 10 years.

"We've rapidly come to the realization that we've got a decreasing customer base out there," says Glen McCurdie, senior director of member services for Hockey Canada, the governing body for amateur hockey. "Right now, we feel if we are able to maintain our registrations at the current level, then we're doing a hell of a job."

So far they've managed to do so, with registration for players aged four through the upper teens fluctuating between about 532,000 and 558,000 since the 2002/2003 season. The organization has been actively recruiting girls and immigrants less familiar with the game to bolster its ranks, says Mr. McCurdie.

"I think we've been victims of our success there," he says. "I think as Canada's national sport, we just open the doors



PAUL DARROW, CANWEST NEWS SERVICE

Shaune MacKinlay, spokeswoman for the Halifax Regional School Board, finds that the drop in the number of children in Canada is complicated by the fact that the decline is unevenly distributed.

and accept people that show up. Our attitude is that's not necessarily good enough anymore and we need to find ways to change that."

The situation is complicated by the fact that the declining population of children is unevenly distributed, says Shaune MacKinlay, spokeswoman for the Halifax Regional School Board. Schools in rapidly growing suburbs are bursting at the seams, she says, while some city-core schools languish half-empty and short on funding to replace aging structures built during the baby boom.

"It creates a bit of a conundrum for us," she says. "While we're faced with declining enrolments over all, we still have pressure-points within our school system."

There are 52,107 students enrolled in Halifax this school year, down 548 from the year before. Victoria-area schools have 3,260 fewer students this school year than they did a decade ago, falling almost 15 per cent to 19,052.

Windsor public school enrolment is down 2,121 or almost six per cent this year from 2002-2003, now sitting at 35,206. Ottawa-area public schools, meanwhile, have seen a decline of nearly 10 per cent in less than a decade, to 65,370 this school year.

Enrolment in Montreal French-language high-schools has virtually flatlined around 26,000 for the last seven years, while the number of elementary school students has declined by almost 4,000, to 36,685 last school year.

Toronto District School Board currently has 239,692 students, a decline of 30,910 or 11 per cent since 2002-2003.

At the level of post-secondary education, the University of Toronto's Mr. Foot says institutions are ignoring demographic realities and planning to expand just when the enrolment bubble is about to "implode."

Universities could adjust by marketing themselves to international students, he says.

And with the under-15

crowd dwindling, Mr. Foot says the red-hot teen pop-culture market is about to take a nosedive as well. He says toy companies could start producing more sophisticated teen-friendly toys or pricier collectors' items aimed at adults.

With toys marketed toward a variety of age groups and classic board games that appeal both to nostalgic parents and their video game-accustomed offspring, Hasbro is diversifying beyond the children's market, according to Sandy Sinclair, senior vice-president of marketing for the toy giant's Canadian division. There's also a significant and growing market for nostalgic and collectible toys for grown-up kids, she says, including G.I. Joe, Star Wars, My Little Pony and Transformers.

"They have to reinvent themselves or re-calibrate a lot," Mr. Foot says. "And the smart ones can take advantage of the boomers because they'll pay for quality and service now."

CANWEST NEWS SERVICE

January 6, 2009

Yellow buses do double duty

By **SCOTT TAYLOR, SUN MEDIA**

Help is on the way for at least some city middle and high school students left out in the cold by the three-week-old transit strike.

Both the Ottawa Catholic School Board and Ottawa-Carleton District School Board have worked out an agreement with Amalgamated Transit Union 279 to allow for extra yellow school bus routes to pick up thousands of students who previously rode OC Transpo to get to and from school.

While the union, which represents the striking OC Transpo drivers and mechanics, insisted no extra drivers or buses be permitted on the roads, the boards will have current drivers complete their normal routes, then turn around and collect the overflow afterward without worry of pickets disrupting service.

LATE STARTS

In all, more than 5,000 students will be able to take a yellow bus to school as of tomorrow morning.

Catholic board communications officer Mardi de Kemp said extra help after regular classes end will be available to kids who miss part or all of their first class due to late arrivals.

Similar plans have yet to be confirmed for public board students, but a spokesman said accommodations will be made for them to catch up.

Bus routes and pick-up times can be found on the boards' websites www.ocdsb.ca and www.ottawacatholicschools.ca.

School shuttle services changing

U of O runs till end of week, school boards bring on yellow buses

BY JOANNE LAUCIUS JANUARY 5, 2009

OTTAWA — A shuttle service offered to University of Ottawa students will be available through Friday, but will be discontinued after that.

Even if the OC Transpo strike continues after Jan. 9, the service “unfortunately” can no longer be offered, says a posting on the university’s website. “The University of Ottawa, as any other institution and workplace, must respect that the OC Transpo workers are on strike.”

The service, offered by the university and the student federation, makes round trips from Kanata, Nepean, Orléans and South Keys to the main campus from 7 a.m. to 10:30 p.m. on a first-come, first-served basis. To board, students must present their student identification or a letter of acceptance with identification or a statement of account for the winter session with identification.

Shuttle bus schedules are posted at protection.uottawa.ca/en/added_shuttles.html.

The Carleton University Students’ Association has pledged to continue the shuttle service it offers in co-operation with the university, but the guarantee only lasts to the end of the week.

However, CUSA president Brittany Smyth said the cost and volume of riders will be reassessed as the week goes on.

The buses run from 7 a.m. to noon and from 6 p.m. to 11 p.m. There are four pick-up locations — Merivale and Meadowlands; Place d’Orléans; South Keys Mall near the O-Train and Bank Street and McLeod Street. Students must also present identification to use the buses. (For more details, visit cusaonline.com/shuttle_service.html)

So far, the service, which also ran for two weeks during the exam period in December, has cost CUSA and the university about \$30,000, or \$3,000 a day, said Ms. Smyth.

Monday was the first day of regular classes after the holiday break, so it was hard to gauge how many students are using the service, she said. Cost will become a problem if the strike continues, she said.

“Right now, we’re just figuring it out day by day.”

Three area school boards have also posted information about yellow-bus service offered to students who normally rely on OC Transpo.

- Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario begins service Tuesday, with details posted at cepeo.on.ca
- Ottawa Catholic School Board begins extra-route service Wednesday with details posted at ottawacatholicschools.ca.
- Ottawa-Carleton District School Board begins service Wednesday with details posted at ocdsb.ca.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Kettle Island best bet for bridge

Consultants' report confirms choice for new span

BY PATRICK DARE JANUARY 5, 2009

OTTAWA — Kettle Island is the best location for a new bridge linking Ontario and Quebec, consultants for the National Capital Commission confirmed Monday.

The NCC's consultants, ROCHE-NCE, in September said Kettle Island was the preliminary choice for a bridge aimed at easing interprovincial traffic and diverting trucks from downtown Ottawa. On Monday, the NCC released the consultants' final report in the first phase of the bridge project.

This report goes to the board of the NCC in the third week of January for approval and to council's transportation committee on Monday. If approved, the project would proceed to the second phase of the environmental assessment, which will look at exactly what form the crossing should take, and could last 40 months.

The commission generated a storm of opposition in the fall when its consultants proposed Kettle Island as the preferred route, since it would be a major disruption to Ottawa residents in the Manor Park and Rockcliffe Park neighbourhoods.

The report says the Kettle Island site is the "best balanced" of 12 possible routes the consultants examined. Some Ottawa politicians on the city's east side, representing neighbourhoods affected by the proposed project, have urged the NCC and its consultants to look at a route farther east, via Lower Duck Island.

But Steve Taylor, project manager for the consultants' group, said Monday that building a bridge along that corridor would be more costly and have a bigger effect on the environment. A Lower Duck Island route would require about 79 property buyouts and some business buyouts, as well as construction of new roads.

By contrast, because the Kettle Island route has been a reserved corridor for many years, the approach roads are mostly built and the property needed for a bridge is almost entirely in public hands. The report released Monday says that part of the Aviation Parkway would have to be widened, a new intersection would have to be built with the Rockcliffe Parkway, a new road would be built north in Gatineau from the bridge to Maloney Boulevard, and Montée Paiement over Highway 50 would have to be made a four-lane structure.

It proposes to build a bridge with long spans of 200 metres over the navigational channel to accommodate sailing boats passing below.

Mr. Taylor said such wide spans should create a beautiful bridge.

“It’s going to be a spectacular bridge, a landmark structure on the Ottawa River, a focal point for visitors to the region,” he said.

That’s if the political will is found to approve and pay for the structure, which is estimated to cost between \$400 million and \$500 million.

The planning process for the proposed bridge involves the Ontario and Quebec governments, the cities of Ottawa and Gatineau and the NCC taking the lead for the federal government.

Ottawa Councillor Rainer Bloess, of east-side Innes Ward, said Monday that the Kettle Island route for a bridge is a near unanimous selection of elected representatives, already supported by a 17-4 vote of Ottawa council and all the members of council’s transportation committee. Mr. Bloess noted that the bridge has been in transportation master plans for many years, despite being delayed by political pressure during past inter-provincial studies.

“Kettle Island is the best of non-perfect solutions,” said Mr. Bloess.

He noted that Ottawa-Vanier MPP Madeleine Meilleur opposes the route but he said that if this third version of the bridge project is killed, the whole idea could be permanently shelved and downtown Ottawa will have to endure horrendous truck traffic to and from Macdonald-Cartier Bridge indefinitely.

“We need every level of government or we may never get another bridge,” said Mr. Bloess.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen